



**Permanent Representation  
of Ukraine to the OPCW**

**Français  
uniquement**

*Point 5. Débat général*

**Allocution de S.E. Ambassadeur Maksym Kononenko, Représentant  
Permanent d'Ukraine auprès de l'Organisation pour l'interdiction des  
armes chimiques**

*prononcée le 14 mars 2023 à l'occasion  
de la 102<sup>e</sup> réunion du Conseil Exécutif de l'OIAC*

**Monsieur le Président,**

**Monsieur le Directeur Général,**

**Excellences, Mesdames et Messieurs,**

C'est avec un grand honneur que je participe une fois de plus, en tant que Représentant Permanent d'Ukraine, au débat général du Conseil Exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques qui vise à clarifier le cadre politique dans lequel cette Organisation fonctionne.

Avant d'aller trop au fond des choses, j'aimerais remercier S.E. Monsieur Ziad Al Atiyah, l'Ambassadeur d'Arabie Saoudite, pour avoir dirigé les travaux préparatoires de cette 102<sup>e</sup> session du Conseil exécutif avec dévouement et efficacité. Je tiens à l'assurer de notre soutien constant dans la conduite des travaux du Conseil.

Je profite également de cette occasion pour exprimer toute ma gratitude à S.E. l'Ambassadeur Fernando Arias, Directeur Général de l'OIAC, et au personnel du Secrétariat Technique pour leurs efforts constants en vue d'améliorer la mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Votre professionnalisme exemplaire, l'impartialité et l'expertise technique exceptionnel nous donnent l'assurance que les tâches confiées au Secrétariat par les États parties de la Convention seront menées à bien avec succès même dans les temps aussi difficiles que nous traversons actuellement.

**Le 24 février 2022 les autorités de Moscou, sous le prétexte de soi-disant « l'opération militaire spéciale », ont lancé une guerre d'agression, injustifiée et non provoquée, contre l'État et le peuple ukrainiens.** Il s'agit de la plus grande guerre conventionnelle à avoir lieu sur le sol européen depuis la Deuxième guerre mondiale. L'ampleur de ce conflit armé, sa cruauté et sa force destructrice ont entraîné l'Ukraine, ainsi que le monde entier, dans une nouvelle réalité. Cela fait déjà un an que nous y vivons tous ensemble, en faisant face aux défis et aux conséquences de cette guerre dévastatrice. Les gens, les pays, les organisations internationales... L'OIAC est soumise à cette même réalité car elle ne fonctionne pas dans un vide mais, mais plutôt dans un contexte international profondément affecté par l'agression russe contre l'Ukraine.

Face à ce changement majeur de la situation géopolitique, il n'y a que deux choix possibles : soit reconnaître la nouvelle réalité, prendre conscience de l'urgence de la situation et apporter tout son soutien à l'Ukraine, soit ignorer la situation et, si j'ose reprendre Winston Churchill, continuer à nourrir un crocodile en espérant que vous serez le dernier à être mangé. Je suis convaincu que grâce à votre engagement, chers collègues, notre organisation saura se positionner du bon côté de l'histoire.

Permettez-moi de vous donner quelques éléments supplémentaires sur cette nouvelle réalité pour faciliter votre compréhension. Tout d'abord, dans ce nouveau modèle mondial, la Russie n'est plus un membre respecté et respectable de la communauté internationale. **La Russie est devenue un État agresseur** qui a brutalement violé les dispositions de la Charte des Nations Unies, de l'Acte final d'Helsinki, du Mémorandum de Budapest, ainsi que plus de 400 autres traités internationaux. La Russie a occupé illégalement six régions ukrainiennes – régions de Donetsk, Luhansk, Kherson, Zaporizhzhia, la République Autonome de Crimée et la ville de Sevastopol et a proclamé leur annexion. Il va sans dire que cette tentative est nulle, non avenue et n'aura aucun effet juridique, de plus que les Forces Armées Ukrainiennes ont déjà libéré la moitié des territoires saisis et « annexés » par les Russes depuis le début d'invasion. Néanmoins, à la date d'aujourd'hui 1 877 villes et villages ukrainiens restent encore sous l'occupation russe.

Dans ce monde nouveau **il est largement reconnu que la Russie est un État occupant et agresseur**, comme en témoigne la Résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 2 mars 2022 intitulée « Aggression contre l'Ukraine », ainsi que plusieurs autres résolutions, dont la dernière datée du 23 février 2023. Celle-ci a explicitement dénoncé l'agression illégale de la Russie et a exigé qu'elle y mette fin immédiatement, complètement et sans condition. En outre, l'ordonnance de la Cour Internationale de Justice rendue le 16 mars 2022 a statué que la Fédération de Russie doit suspendre immédiatement les opérations militaires qu'elle a commencées le 24 février 2022 sur le territoire de l'Ukraine.

Malheureusement, la Russie, qui a usurpé le siège de l'URSS au Conseil de Sécurité de l'ONU il y a 31 ans, ignore et méprise les décisions des instances internationales. Elle utilise également son droit de veto au Conseil pour contourner l'article 4 de la Charte des Nations Unies et échapper à toute responsabilité. Nous devons mettre fin à cette situation inacceptable par l'exclusion de la Russie du Conseil de Sécurité. Cela permettrait de garantir l'intégrité et la crédibilité des décisions prises par cette institution, qui doit promouvoir la paix, la sécurité et la coopération internationales.

Dans cette nouvelle réalité **la Russie n'est plus considérée « la deuxième puissance militaire du monde »**. L'armée russe, sensée de prendre Kyiv en 72 heures, n'est pas en mesure même de conquérir les villes de Bakhmut et Vuhledar depuis mai 2022. Selon les dernières estimations, le Kremlin a perdu entre 20 000 et 30 000 hommes, tués ou blessés, dans la bataille pour ces villes ukrainiennes. Au total, les pertes russes en Ukraine dépassent 160 000 militaires tués. La Russie a également perdu près de 50% de ses blindés.

Malgré ses pertes croissantes (plus de 800 morts par jour en moyenne), la Russie continue de poursuivre des objectifs maximalistes et se montre prête à une guerre d'usure prolongée. Bien qu'elle ait subi une défaite stratégique après les contre-offensives ukrainiennes de Kharkiv et de Kherson, les forces russes disposent encore de ressources pour mener des offensives tactiques. Sur la ligne de front active qui s'étend sur 1 500 km, la Russie a déployé 360 000 soldats, près de 1 800 chars de combat, 4 000 véhicules blindés, 2 700 systèmes d'artillerie, 810 MLRS, 44 systèmes de missiles opérationnels-tactiques, 423 avions, 343 hélicoptères, et d'autres équipements militaires. Toutefois, il est clair que les plans de la Russie pour lancer des actions offensives à grande échelle ont échoué : malgré la forte pression exercée sur nos forces, la ligne de front n'a pas presque bougé depuis janvier-février dernier.

Les défaites subies sur le champ de bataille ont révélé une autre facette de la Russie : sa nature génocidaire et terroriste. Dans cette nouvelle réalité, **la Russie n'est plus un partenaire fiable et digne de confiance, mais plutôt un État**

**terroriste** qui cherche à se venger de ses pertes militaires sur le terrain en ciblant des installations civiles dans les villes les plus densément peuplées, semant la terreur et le chaos. Les infrastructures essentielles et les zones résidentielles sont régulièrement attaquées, entraînant des pertes humaines et des destructions considérables. Depuis le début de l'invasion, près de 5 000 frappes de missiles, 3 500 frappes aériennes et 1 100 frappes de drones ont été effectuées. L'Ukraine a résisté à pas moins de 17 vagues de bombardements massifs par les missiles russes, ainsi qu'à une vingtaine d'attaques de drones.

Les cas les plus récents : le 14 janvier dernier, la Russie a lancé une frappe massive de missiles sur l'Ukraine, touchant un immeuble d'habitation de neuf étages et faisant 45 morts et 80 blessés, dont des enfants. Le 26 janvier, en une seule journée, 11 civils ont été tués et 11 autres blessés dans plusieurs régions ukrainiennes à la suite d'une vague de bombardements russes. Le 10 février dernier, les frappes russes massives ont blessé 8 civils. Le 21 février, 5 civils ont été tués et 16 blessés dans des frappes russes à Kherson en une seule journée. Enfin, le 2 mars, un missile russe a complètement détruit un immeuble d'habitation de cinq étages à Zaporizhzhia, faisant 2 morts et plusieurs blessés.

Au total, selon les données du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les attaques russes ont causé la mort de 8 006 civils et blessé 13 287 civils (à la date du 15.02.23), ces chiffres pouvant être plus élevés. Plus de 82 483 installations civiles ont été détruites et endommagées, dont plus de 63 203 bâtiments résidentiels et maisons, ainsi que des routes, des ponts, des établissements d'enseignement, des établissements médicaux, des réseaux d'eau et d'électricité, et des sites culturels et religieux. Ces chiffres ne tiennent pas compte des villes de Marioupol, de Sievierodonetsk, de Lyssytchansk, ainsi que d'autres villes et villages auxquels nous n'avons pas accès en raison des hostilités ou de l'occupation temporaire.

Mais la cible préférée des terroristes russes pendant l'hiver dernier était les infrastructures énergétiques. Depuis le 10 octobre, la Russie a mené plusieurs attaques de missiles contre les installations électriques et les transformateurs, provoquant des pannes de courant et des perturbations dans les services de chauffage, d'eau et de communication à travers le pays. Au total, 112 installations ont été touchées. Les responsables russes ont clairement déclaré que l'Ukraine devait céder aux exigences du Kremlin, sinon les civils continueraient à souffrir. Ce recours à la terreur et au crime contre les populations civiles pour atteindre les buts politiques démontrent clairement le comportement terroriste du régime de Kremlin.

Dans la nouvelle réalité, où nous vivons depuis un an, **la Russie n'a plus de place parmi les nations civilisées, c'est un État barbare qui utilise les méthodes barbares.** Est-ce qu'on peut qualifier de « civilisé » l'État qui a fait du chantage nucléaire l'instrument de sa politique étrangère ? Récemment, le 21 février dernier, la Russie a annoncé la suspension de sa participation au traité START, ce qui constitue un nouveau pas vers la destruction de l'architecture existante du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. De plus, le 18 février, deux missiles de croisière tirés par des envahisseurs russes se sont dangereusement rapprochés de la centrale nucléaire de Pivdennooukraïnsk, faisant planer une fois de plus la menace d'une catastrophe nucléaire. Le 9 mars dernier, la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporizhzhia, occupée par les troupes de Moscou, a été coupée du réseau après une vague de bombardements massifs par les missiles russes. L'interruption de l'alimentation électrique, a nécessité d'avoir recours aux générateurs diesel de secours pour refroidir la centrale. De surcroît, les Russes sont en train d'assécher le réservoir de Kakhovka, créant ainsi un désastre écologique, privant d'eau les localités ukrainiennes situées aux alentours et mettant en danger la sécurité de la centrale

nucléaire de Zaporizhzhia, dont les systèmes de refroidissement dépendent de l'eau de ce réservoir. Ces actions irresponsables augmentent le risque de catastrophe nucléaire et menacent la sécurité de millions de personnes.

Est-ce qu'on peut qualifier de « civilisé » l'État qui ne respecte pas les règles de base du droit international humanitaire ? L'État qui pratique des bombardements et des pilonnages d'artillerie indiscriminés et disproportionnés ? L'État qui tolère et encourage ses militaires à commettre les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité apparents, notamment des actes de torture, des exécutions sommaires, des violences sexuelles et des disparitions forcées ? L'État qui utilise constamment les bombes à sous-munitions et les mines antipersonnel ? L'État qui mine absolument tout, à commencer par les champs, routes, ponts et à finir par les maisons : portes d'entrée, cuisines, lave-linges, jouets d'enfants... L'État qui a mis en place, selon Human Rights Watch, « des schémas de torture et de mauvais traitements de prisonniers de guerre » au moyen de passages à tabac, de décharges électriques, de simulacres d'exécution ? Est-ce qu'on peut utiliser le mot « civilisé » par rapport à la Russie après les tortures et l'exécution sommaire des prisonniers de guerre ukrainiens dans le centre de détention d'Olenivka ?

### **Chers collègues,**

Dans cette nouvelle réalité, une chose demeure immuable : la Russie refuse de reconnaître sa responsabilité dans toutes les atrocités commises en Ukraine et contre les Ukrainiens. Cependant, comme le disait Aldous Huxley : « Les faits ne cessent pas d'exister parce qu'on les ignore ». Les forces de l'ordre ukrainiennes ont déjà ouvert des enquêtes pour 71 776 crimes commis depuis le 24 février. Je suis convaincu qu'en collaborant avec le Groupe d'enquête conjointe et la Cour pénale internationale, nous pourrions traduire en justice tous les responsables des bombardements d'installations civiles, des meurtres prémédités, de l'utilisation d'armes prohibées, des viols et autres formes de violences sexuelles, des tortures et traitements inhumains, des déplacements illégaux et des expulsions.

En même temps, le crime d'agression commis par la Russie contre l'État et la nation ukrainienne sera traité par le biais d'un tribunal spécial qui sera établi dans les mois à venir. Il est crucial que les dirigeants militaires et politiques russes soient tenus responsables de leurs actes. Nous exhortons tous les États à rejoindre cette initiative importante, qui est soutenue par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le Parlement européen, les Assemblées parlementaires de l'OTAN et de l'OSCE, ainsi que par un certain nombre de parlements nationaux.

### **Chers collègues,**

La question se pose quel enseignement pouvons-nous tirer de cette nouvelle réalité pour l'OIAC et ses États-membres ?

Premièrement, il est essentiel de reconnaître que **la Russie, en tant qu'État occupant et agresseur, recourant au terrorisme et utilisant des méthodes barbares, ne doit plus dicter l'agenda international, y compris au sein de cette Organisation.** Il est impossible de travailler ensemble pour un monde libéré des armes chimiques avec un État qui le met constamment en péril. Si la seule intention de la Russie est de perturber les travaux et de faire obstacle aux activités de l'OIAC, alors **son influence destructrice sur l'Organisation doit être limitée.**

Deuxièmement, **le seul moyen d'assurer la paix et la sécurité internationale, – c'est de mettre fin sans tarder à la guerre d'agression que la Russie mène contre l'Ukraine.** Pour trouver une solution, le Président d'Ukraine Volodymyr Zelenskyy, a présenté en novembre 2022 la Formule de paix en dix points, qui aborde différents domaines, notamment le rétablissement de la sécurité

nucléaire, alimentaire et énergétique dans l'intérêt de l'ensemble de la communauté internationale. Cette formule, une fois mise en œuvre, permettrait d'instaurer une paix juste et durable en Ukraine et de garantir la sécurité dans le monde entier.

Les éléments clés de cette formule ont été repris dans la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies intitulée « Principes de la Charte des Nations Unies sous-tendant une paix globale, juste et durable en Ukraine », adoptée par une majorité écrasante de 141 voix « pour » le 23 février 2023. **Nous encourageons donc l'OIAC et ses États membres à se joindre aux efforts internationaux pour mettre en œuvre la Formule de paix ukrainienne, car cela permettrait sans doute de réduire le risque d'utilisation d'armes chimiques** et de rapprocher l'Organisation de son objectif principal : construire un monde où la chimie est utilisée au service de la paix, du progrès et de la prospérité.

**Troisièmement, il est crucial que nous restions vigilants face à la menace que représente l'agression russe en Ukraine.** Inspirés par de méthodes terroristes, les dirigeants russes ne connaissent plus aucune limite. Ils sont prêts à utiliser et utiliseront sans moindre hésitation les armes nucléaire ou chimiques si cette décision peut leur apporter un avantage considérable sur le champ de bataille. **Donc, je demande à l'OIAC et à ses États-membres de surveiller de très près la situation en Ukraine et, si nécessaire, intervenir sans tarder.** Dans le pire des cas je vous exhorte à faire payer le prix fort à la Russie pour toute éventuelle violation de la Convention sur les armes chimiques.

En ce qui concerne l'Ukraine, je tiens à souligner une fois de plus que notre pays est et restera attaché à la Convention sur les armes chimiques. Nous n'avons aucune intention de recourir à ces armes, quelle que soit la situation sur le front. **L'Ukraine n'utilisera jamais d'armes chimiques ou de produits chimiques industriels en tant qu'une arme, en aucune circonstance.**

**Monsieur le Président, Chers collègues,**

J'aimerais bien conclure mon intervention par une citation de d'Oleksandr Matsievskyy, Héros de l'Ukraine, soldat de la 119<sup>e</sup> brigade, qui a été capturé par les forces russes à Soledar, désarmé et exécuté de sang-froid. Avant de mourir il a dit deux mots que je cite : « Слава Україні ! ».

Je vous prie d'ajouter ma déclaration aux documents de cette session du Conseil Exécutif et je vous renvoie au server externe où vous pouvez trouver l'intégrale de mon discours.

**Merci de votre attention.**